

DOUGLAS PAAL

Vice-président, Carnegie Endowment for International Peace

In-kook PARK

J'aimerais à présent donner la parole au vice-président Douglas Paal. Nous pourrions attendre un discours Républicain assez inhabituel de sa part, car il a siégé au Conseil de Sécurité des Présidents Reagan et George H.W. Bush entre 1986 et 1993 en tant que directeur des Affaires Asiatiques, puis comme directeur senior et assistant spécial du président. Je ne sais pas s'il a conservé ce penchant politique, mais j'espère qu'il pourra nous donner un point de vue objectif sur ce sujet. Merci.

Douglas PAAL

Merci Président Park. L'objectivité est dans l'oreille de celui qui entend. En reprenant une page de la description très complète et, à mon avis, assez pertinente des pièges verbaux de la campagne, que nous a donnée le Professeur Cooper, je voudrais m'aventurer un peu plus en profondeur sur les défis auxquels l'administration Trump fait face et les possibilités et frustrations à l'horizon. Nous avons ici un public très sophistiqué qui a beaucoup voyagé dans et hors des États-Unis donc c'est peut-être un fait acquis pour vous. Cependant, j'ai été frappé par la quantité de gens qui n'ont pas compris la victoire de Trump. L'establishment américain, à 95%, a été choqué par le résultat et ils n'ont pas bien réagi, ils ne l'ont pas encore intégré. Je vois cela, par exemple, dans les rapports quotidiens des médias postés à la Trump Tower, où ils voient des gens entrer et dire « C'est un candidat étrange pour le cabinet », concernant Giuliani ou quelqu'un du même genre. Ils commencent à dire « cette personne ne va pas s'entendre avec les démocrates au sein du comité des relations étrangères ». Je pense que ce que les gens doivent comprendre, c'est que cette élection est un rejet total de l'establishment. L'élection s'est jouée au cœur de la campagne américaine avec des moyens qui ne correspondent à aucun modèle de politique électorale moderne. Elle ne s'est pas jouée dans les États-pivots, les *swing states*, comme Karl Rove l'a établi en 2004 et l'équipe d'Obama l'a établi en 2008 et 2012.

D'après mon expérience personnelle, si vous allez dans ces endroits, la Virginie de l'Ouest, l'ouest de la Pennsylvanie, l'ouest de l'État de Virginie, l'Iowa, vous verrez que les gens en ont assez du pouvoir de Washington qui ne va pas au-delà de l'appareil ; des politiciens qui promettent mais n'apportent jamais. Trump a beaucoup apporté, ou du moins il a donné l'impression aux gens qu'il avait promis beaucoup. Il va être très difficile de remettre au travail les mineurs et les ouvriers de l'industrie du métal de ces coins du pays. Ils espèrent qu'il va le faire. Quand j'ai parlé à ces gens, ils m'ont dit « on sait qu'il est vulgaire », « on sait qu'il est ignorant », « on sait qu'il parle mal et qu'il traite mal les gens, mais il dit qu'il va changer ça et flûte, on attend de lui qu'il change les choses ». Nous devons penser hors des sentiers battus. Je pense que le Professeur Cooper a très intelligemment répondu sur ce point, les gens de Washington pourraient dire « on va mettre une taxe de 45% sur l'acier en provenance de Chine », car il y a peu d'acier et d'aluminium en provenance de Chine. Donc ça aura l'air d'une promesse de campagne tenue. Mais ça ne marchera pas, et il est face à un vrai dilemme, parce qu'il doit remettre ces gens-là au travail. Il parle d'un énorme projet d'infrastructure : si on construit beaucoup d'autoroutes dans ces régions, cela peut recréer des emplois. Il parle de grosses réductions d'impôts et d'encouragements fiscaux et ces mesures ne vont sans doute pas améliorer les conditions de vie des gens qui ont voté pour lui, ceux qui ont été laissés sur la touche par la mondialisation. Comme l'a dit le Professeur Cooper, défaire les monuments de la mondialisation sous forme d'accords de commerce n'est pas au programme. Je pense que ce qui nous attend à partir de maintenant, c'est une interaction difficile et hautement émotionnelle sur le marché mondial et entre les acteurs internationaux. Voilà pour ce qui est de l'atmosphère générale.

Je rentre tout juste d'une semaine en Chine où j'ai vu le Professeur Jia et d'autres pendant mon séjour. La réaction de la Chine, puisque c'est le sujet de mes remarques, a été de deux sortes. La première est très populaire, reflétée par le texte qu'Eric Li a écrit pour le *New York Times*, dans lequel il dit que des jours glorieux arrivent. C'est un businessman. Il fera des affaires. Il n'est pas intéressé par la construction d'alliances ou la projection de puissance; il veut ramener l'Amérique à la maison plutôt que sur la scène internationale. Par conséquent, la Chine devrait se préparer à battre le fer tant qu'il est chaud. Cela va être une bonne période pour la Chine. C'est une impression largement partagée par le monde des affaires et hors des rangs officiels. Je pense que les officiels chinois sont beaucoup plus mesurés et ont une meilleure perception de la réalité, car ils l'ont déjà vue et savent la mettre en contexte. En outre, ils ont été beaucoup plus attentifs aux véritables déclarations faites pendant la campagne.

Je pense qu'à l'heure actuelle, la Chine assiste à l'effondrement du pivot, du rééquilibrage d'Obama. Les événements dans les Philippines, en Malaisie ou en Thaïlande ont nettement amélioré l'influence chinoise dans ces pays, malgré les efforts américains pour la limiter. Les déclarations d'Obama sur les alliances pendant la campagne ont été interprétées, à tort, par beaucoup en Chine comme disant que nous allions les considérer comme nulles ou les ignorer. Cependant, il est important de noter que parmi les premières choses que Trump a faites en tant que président élu, il a appelé le Japon et la Corée pour leur assurer que les alliances allaient continuer et être fortes. Il est important de noter qui va assumer les postes sans nomination de la transition. On va voir un spectre très étroit à l'extrême-droite de la pensée Républicaine américaine. Tous les puissants faucons de la Chine ont été inclus dans la campagne, que ce soit des professeurs distingués qui sont des faucons, ou des gens des extrêmes qui sont des faucons. On peut penser qu'ils sont en train de prendre position, certains vont peut-être avoir un poste, d'autres non, mais le sentiment général est une grande suspicion de la Chine.

Derrière cette suspicion se trouve un désir de reconstruire la marine américaine. On aura bientôt un ancien membre du Congrès, Randy Forbes, dont les intérêts sont depuis longtemps dans la promotion de la construction navale de son district pour la marine américaine, mais qui a aussi des vues sur le poste de Secrétaire de la Marine dans la nouvelle administration. Avec son équipe, ils mènent depuis plusieurs années un projet appelé le « Caucus de Chine », où ils indiquent au jour-le-jour les zones où la Chine prend l'avantage sur les Etats-Unis dans l'ouest du Pacifique, ou bien où la Chine nuit à nos intérêts dans la région. Ce sont eux qui soutiennent un développement significatif de la flotte. Entre parenthèses, je voudrais noter qu'avec le processus budgétaire et autre, si on prenait aujourd'hui la décision de passer de 274 à 350 bateaux, même si je doute qu'on atteindrait un tel chiffre, on ne les verrait pas avant la fin du mandat de Trump. Cela n'aura peut-être pas de conséquences immédiates, mais c'est bien leur but.

Le président m'a demandé de parler de la Chine concernant les problèmes maritimes, Taïwan, Hong-Kong, et nous avons eu quelques discussions sur la Corée du Nord. Concernant les problèmes maritimes, Trump a dit, de façon désinvolte, que la mer de Chine Sud appartient à la Chine. Il est difficile de réconcilier cette déclaration avec la promotion intense d'un élargissement de la flotte et une activité navale plus proactive dans la région. Le soutien à la puissance américaine a été diminué avec l'arrivée de Duterte à la présidence des Philippines, et je serai ravi de parler de cela dans les questions à venir. Je ne vois pas de réduction du soutien au Japon sur les questions maritimes dans la mer de Chine de l'Est, mais je ne vois pas non plus de changement particulier sur ce point. Comme l'a dit le Président Park, c'est une zone de tensions manifestes, mais je pense que le Président Xi Jinping et le Premier ministre Abe ont tous les deux intérêt à garder le baromètre sous contrôle. Cela les arrange tous les deux d'avoir une certaine dose de tension ; cela n'arrange personne d'augmenter cette tension.

Il faut mentionner Taïwan, car on me l'a demandé. Taïwan bouge très doucement, c'est une bombe à retardement très lent dans les relations de part et d'autre du détroit. Le refus de la nouvelle administration à Taïwan de rejoindre la Chine sur des bases politiques pour établir une relation est ferme et, je pense, inébranlable. C'est un processus quasi-asymptomatique; je pense que Taïwan est capable de temps en temps d'avoir un mot qui se rapprochera des désirs

de la Chine, mais ils ne diront jamais tout ce que la Chine veut entendre. A l'encontre d'un rapprochement avec la Chine, on trouve les très grandes ambitions des autorités taïwanaises pour la croissance économique et la réorientation de leur marché et de leurs plateformes de production loin de la Chine, pour réduire la dépendance envers l'autre bord du détroit et encourager le développement indigène. La présidente est dans une position de force car pour la première fois depuis longtemps, elle a deux tiers du pouvoir législatif de son côté, l'administration actuelle et l'appareil législatif. À ce stade, après six mois de gouvernement, ils n'ont pas été capables d'effectuer le genre de réformes qui permettraient au développement économique intérieur de décoller au point de satisfaire les attentes des électeurs, au point que la situation puisse satisfaire les attentes des électeurs d'ici les prochaines élections. C'est pourquoi c'est une bombe à retardement très lent. La Chine se retient, elle ne met en place que certains moyens de pression comme la réduction des touristes et l'absence d'opportunité dans les rencontres internationales, mais elle ne fait pas ouvertement pression pour ne pas donner aux électeurs taïwanais encore plus de raisons de vouloir leur indépendance, ou l'indépendance nominale, et s'éloigner de la RPC. Ils sont frustrés car ils voudraient faire quelque chose, ils veulent envoyer un message, mais ils se rendent bien compte que ce serait contre-productif.

À mesure que les choses se déroulent à Taïwan, je dirais d'ici quatre ans, comme la plupart des politiciens qui ont fait de trop grandes promesses, la présidente va faire face à la déception des électeurs et l'opposition de son propre parti. Elle n'a pas d'opposition efficace à l'heure actuelle et n'en aura peut-être pas avant dix ans, car le parti Guomintang traverse une crise majeure. Cependant, au sein même de son parti, ceux qui la voudraient moins constructive et plus dans le conflit dans les relations du détroit pourraient bien demander, comme réparation de l'échec sur le front économique, plus d'action politique pour exiger que Taïwan aille dans une nouvelle direction. Je placerais cette montée de la tension à Taïwan dans quelques années : ce n'est pas encore vraiment sur l'agenda immédiat. Cela donnera à l'administration américaine une chance d'apprendre la réalité de la région, car nous avons eu une trêve des tensions autour du détroit avec la présidence de Mr Ma Ying-jeou. Les gens ont perdu l'habitude de devoir gérer cette situation.

Enfin, je vais me tourner vers la Corée du Nord car elle mérite d'être évoquée. Trump a dit pendant sa campagne que la solution à la Corée du Nord, c'est la Chine, à travers la Chine, à cause de la Chine ; tout est Chine. Je pense que c'est le point de départ. Ainsi que nous l'avons appris depuis 20 ans, j'étais dans les premières négociations avec la Corée du Nord sur la question du nucléaire sous la première administration Bush. Nous avons fait peu de progrès : nous avons eu une sorte de pente montante dont nous sommes tombés, nous avons recommencé à monter en 2008 puis tout s'est écroulé. Aujourd'hui, le nombre probables d'armes, ou de matériau pour les construire, aux mains de la Corée du Nord approche des 50. De plus en plus, les experts sur la Corée du Nord disent que le pays n'a aucune motivation à céder au vu de l'exemple de l'Iran, de la Lybie et autres pays.

Le nouveau président est face à une situation où de plus en plus de gens sont d'avis que l'ancienne position déclarant qu'aucune arme ne serait acceptée en Corée du Nord n'est plus tenable. Cela a été dit par tous les présidents alors même que la Corée s'équipait en nucléaire, et il est face à la question de savoir si on accepte une limite, ou si on essaie de poser une limite pour les empêcher de développer leur arsenal en échange d'avantages économiques, politiques et autres. Je pense que cette question va se poser très vite pour la nouvelle administration, et cela aurait été le cas que ce soit le Président Trump ou la Présidente Clinton.

C'est une année électorale en Corée du Sud. Le dictateur nord-coréen a montré des tendances à la provocation, et il a toutes les raisons de continuer l'escalade dans ce sens : tests de missile, autres tests, opérations sur la zone démilitarisée et autres façons de pousser l'électorat sud-coréen à choisir un gouvernement de gauche. À l'heure actuelle, ils ont un gouvernement de droite qui est en plein chaos, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la Corée du Nord. C'est une opportunité pour le Nord. Un des défis politiques majeurs pour la nouvelle administration va être d'accepter l'abandon de l'élimination totale des armes nucléaires, dire au peuple américain que le gouvernement a

changé sa position et accepte un gel du développement. Ensuite, il faudra convaincre la Corée du Nord d'accepter ce gel et de trouver de quoi mener les négociations. Dans le même temps, ils vont devoir intégrer ce qui a été dit à propos de la Chine de façon différente, parce que je ne m'attends pas à ce que la Chine change fondamentalement ses positions concernant la stabilité en Corée du Nord et son désir de dénucléariser la péninsule. C'est un défi de taille et il risque de tomber pile au moment où Trump aura un nouveau cabinet, et comme nous l'avons vu, ce sera un cabinet inhabituel. Il aura peut-être un nouveau cabinet et l'appareil des assistants-secrétaires, sous-secrétaires et personnels experts, de tous ceux qui font avancer ces questions, ne sera peut-être pas encore mis en place.

Une dernière observation, et j'ai cru comprendre qu'il y avait eu des discussions sur ce point dans d'autres sessions. C'est le point qui m'ennuie à propos de ces élections. Nous avons eu deux candidats, et leurs équipes, qui n'ont pas su regarder vers l'avenir : ils ont beaucoup regardé vers le passé. Je pense que cela reflète le retour de balancier de l'antimondialisation et de la politique réelle que les politiques doivent gérer. Personne ne parle de ce que l'avenir des échanges devrait être, ou comment gérer la réémergence des relations entre grandes puissances. La Russie est de retour dans le jeu, d'une façon ou d'une autre, avec la Chine et les États-Unis. Aux États-Unis, sur les 20 dernières années, nous avons été habitués à un monde unipolaire, ce qui est en train de changer fondamentalement, et personne ne parle de comment faire pour gérer cette situation.

Sur ce point, Trump pourrait bien nous surprendre, car l'angle particulier quand on parle de Trump et de Poutine, c'est qu'il pourrait bien nous sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes avec les Russes et commencer à démonter l'édifice conflictuel qui a remplacé les aspirations du début des années 90 d'une Europe entière et libre, les aspirations avant que nous nous trouvions emmêlés dans les développements réactionnels en Russie puis le développement de nos réactions en Russie. Il y a peut-être une nouvelle opportunité de grande puissance sur ce point. Ceci étant dit, j'aurais beaucoup de mal à identifier la personne ou la politique qui nous mènerait vers une détente avec la Russie et une grande relation triangulaire entre Moscou, Washington et Pékin.

Merci.

Richard COOPER

Vous n'avez pas parlé des armes de la Corée du Nord, mais des missiles de la Corée du Nord. Pourquoi les missiles ?

Douglas PAAL

Je mets les missiles et les armes dans la même catégorie. Nous pourrions finir avec une négociation écartelée entre les missiles et...

Richard COOPER

Si la Corée du Nord tente à nouveau de lancer un missile trois-tiers, cela va mettre l'administration face à la possibilité d'un acte de guerre.

Douglas PAAL

Je suis content d'emprunter cette route à ce stade. Une partie de l'énorme compromis, c'est que les gens de Washington et d'ailleurs se rangent de plus en plus à l'opinion qu'il faut soit présenter un énorme paquet d'avantages pour obtenir un gel, soit poser une menace militaire réelle ; soit abattre les missiles lancés ou pré-lancés. Quoi qu'il en soit, ces décisions appartiennent à une toute nouvelle catégorie et il est particulièrement important de mesurer les

coûts. La Corée du Nord, sans parler de ses capacités nucléaires, possède 17 000 tubes d'artillerie à portée de Séoul et ses 20 millions d'habitants ; les pertes seraient massives. Aucun président ne peut ignorer ces problèmes. Cela devient un défi politique très difficile à très gros enjeu.

In-kook PARK

Just one question on your perception of the nuclear deal with Korea. Your argument is based on freeze, which is not a brand new idea because the freeze was the starting point in the Leap Day negotiations. One of my concerns is that if freeze could be a starting point for future negotiations with North Korea, they might regard it as getting a virtual de facto nuclear state status, which is very dangerous to the Korean peninsula and our future. I want to get your comments on that possibility in our discussion later.